Discours l’Université d’été 2016 de la Conférence des Présidents d’Université

Monsieur le recteur de Paris, cher François Weil,  
Monsieur le président de la CPU,  
Mesdames et messieurs les présidentes et les présidents d’université,  
Mesdames et messieurs les présidents et directeurs d’écoles et d’instituts,  
Monsieur le président du CNOUS,  
Monsieur le directeur du CROUS de Paris,  
Mesdames et messieurs,  
Chers amis,

**Je suis heureuse d’intervenir dans le cadre de cette université d’été de la Conférence des Présidents d’Université**.

Et la répétition même du mot université, attire notre attention sur un point : l’université d’été n’est pas l’apanage des universités. Les syndicats, les partis, les mouvements et les associations ont, eux aussi, des universités d’été.

En effet, on parle d’université d’été pour marquer un moment où l’on se rassemble, pour prendre du recul, réfléchir, esquisser des perspectives futures, et donner, à l’action à venir, l’ampleur et la profondeur que lui confère la pensée.

C’est l’occasion d’inviter des chercheurs, des ministres, des anciens ministres aussi – bref, tout ceux qui ont quelque chose à dire, et pour certains, à faire, sur un enjeu d’avenir.

Si l’emploi du mot « université d’été », hors de l’institution universitaire est relativement récent, la prise de distance qu’il décrit existe depuis longtemps.

C’est elle qui s’esquisse dans ces fictions de la Renaissance, où des personnages se trouvent réunis, coupés du monde, et se consacrent au plaisir de la conversation, du débat, de la réflexion, comme dans le Decameron de Boccace.

Et si les personnages de Boccace fuient la peste de Florence, ce n’est pas un hasard. Dans une époque troublée, ils aspirent à prendre de la hauteur, et à ne pas succomber à la contagion.

Alors, certes, ce n’est pas la peste florentine qui nous rassemble ici aujourd’hui.

Mais notre époque est, elle aussi, pleine de crises, de violences et de doutes. Dans de telles périodes, nous avons besoin de ce recul, de ce temps consacré à la pensée, que désigne l’université d’été.

Je veux saluer la capacité de la CPU à faire pleinement sienne les enjeux contemporains. Les thèmes abordés témoignent d’une analyse très fine des questions dont nous devons nous emparer dès aujourd’hui, si nous ne voulons pas les subir à l’avenir.

Réflexion. Distance. Recul. Hauteur de vue. Rassemblement. Voici ce que convoque votre université d’été.

Voici aussi ce qui fait la valeur de nos universités, qui font actuellement leur rentrée.

**Cette rentrée est marquée par la continuation de la mise en œuvre des réformes prévues par la Loi de 2013.**

C’est la poursuite de la politique de site, clairement incarnée par un chef de file aux compétences renforcées. C’est la poursuite de la simplification des intitulés des diplômes universitaires, pour davantage de cohérence et de lisibilité. C’est une nouvelle relation de l’État avec ses opérateurs basée sur l’accréditation qui devra aller vers plus de confiance a priori, et c’est aussi une simplification des modalités de fonctionnement qui régissent notre enseignement supérieur.

Oui, nous devons continuer à avancer, à défendre l’université, en sachant, comme vous le proposez dans vos réflexions, articuler à la fois la singularité de l’établissement et son inscription dans un ensemble plus vaste.

C’est quelque chose que les universitaires connaissent bien.

C’est cette articulation qui apparaît, très concrètement, dans les notes de bas de pages et les références d’un article paru dans une revue à comité de lecture. Chacune de ces notes est une façon de dire : « voici ce que je dois à celles et ceux qui m’ont précédée sur le chemin de la recherche. »

Et l’imposante bibliographie d’une thèse ne dit pas autre chose, tout comme ce passage obligé, dans l’introduction, où l’on établit la cartographie de son domaine de recherche pour mieux s’inscrire en son sein, et assurer ainsi entre les efforts de chacun, une cohérence et une complémentarité.

Eh bien, toutes ces qualités, doivent aussi être mises en œuvre, concrètement, dans les territoires ; c’est aussi cela qui doit fonder la cohérence régionale que vous évoquerez demain matin, tout comme la diversité des excellences.

Un mot que je suis heureuse de voir – enfin – mis au pluriel, et qui, comme réussite d’ailleurs, ne se résume pas à une idée figée, à un cliché, mais s’incarne dans la diversité des parcours et des pratiques.

**Si je devais insister sur un point, s’agissant de la rentrée à venir, ce serait le suivant : cette rentrée doit être celle où notre engagement pour une démocratisation exigeante sera visible.**

Cette rentrée est encore marquée par une augmentation des effectifs. Ce sont 2,5% d’augmentation pour les primo-entrants au sein de vos licences, soit, sur les deux dernières années, une augmentation de 12%.

Que nous disent ces augmentations ? **Elles témoignent d’abord d’un regain d’attractivité des universités, en particulier auprès des bacheliers généraux**. C’est une excellente chose.

Mais de telles augmentations imposent aussi des contraintes très fortes, qui pèsent sur vous, sur nos universités, pour maintenir la qualité des formations.

Trop longtemps, on a considéré qu’il fallait soit sacrifier la démocratisation à la qualité des formations, soit sacrifier celle-ci pour assurer une véritable ouverture à l’ensemble des élèves.

Réussir à dépasser une telle alternative, réussir à concilier ces deux dimensions, c’est tout l’enjeu de notre démarche de démocratisation exigeante.

Et ce n’est pas quelque chose de facile à réaliser. Les problèmes, les difficultés, existent. Si c’était facile, cela aurait été fait depuis longtemps ! Mais la démocratisation exigeante est un impératif.

C’est conscient de ses responsabilités et de l’importance de l’enjeu que le gouvernement a décidé, pour l’enseignement supérieur en général, et pour les universités en particulier, un véritable effort budgétaire pour la fin de l’année 2016 et pour l’année 2017.

**J’ai obtenu pour le budget 2016, le dégel de la totalité de la réserve budgétaire !** Et celle-ci sera intégralement reversée aux établissements! Ce n’est pas moins qu’un effort de 35 millions d’euros ! Et ces dotations seront notifiées dès demain pour être versées dans les jours qui viennent.

**Nous avons, pour 2017, dernière année de ce quinquennat, décidé d’une très nette progression du budget avec pour l’enseignement supérieur et la recherche une augmentation de 850 millions d’euros**.

Cette augmentation permettra de financer les mesures salariales nouvelles, notamment la prise en compte de la revalorisation du point d’indice et du PPCR. Elle permettra de financer les 1000 créations d’emplois et ainsi, je l’espère vivement, de procéder à de véritables recrutements.

Enfin, et ce fut pour moi un des points clés de la négociation budgétaire, ce sont surtout 100 M€ supplémentaires indispensables pour accueillir les nouveaux étudiants!

La concertation sur les modalités de répartition des mesures nouvelles en faveur de vos établissements sera engagée sans tarder. Nous parviendrons ainsi à un schéma de répartition nous permettant de vous annoncer votre subvention prévisionnelle 2017 plus tôt qu’en 2016.

Parce qu’il serait irresponsable d’insister sur cette démarche de démocratisation exigeante, et ne pas vous donner, en retour, les moyens de la mettre en œuvre !

Parce que le budget, ce n’est pas une incantation. Ce n’est pas dire, « il faut mettre davantage de moyens » ! C’est le faire.

**La force des universités, c’est de ne pas faire reposer leur financement sur le sacrifice des étudiants et des familles, mais sur l’engagement de l’État**. C’est de refuser la facilité qui consiste à augmenter les droits d’inscription.

**Augmenter ces droits d’inscriptions, c’est, de fait, empêcher l’accès, à nos établissements du supérieur, des étudiants issus des classes moyennes et les pousser à l’endettement.** C’est hypothéquer leur avenir pour assurer une amélioration ponctuelle, illusoire.

Je crois, moi, que l’enseignement supérieur et la recherche sont des enjeux trop importants pour ne pas faire l’objet d’un véritable investissement.

Je crois, moi, que le véritable courage, c’est d’aborder de front cette question de la démocratisation exigeante, qui est l’un des grands défis auxquels nos universités doivent faire face !

Économiquement, nous avons besoin d’individus mieux formés, plus qualifiés, parce que d’une façon générale le marché de l’emploi va de plus en plus exiger des niveaux de qualification supérieurs à ceux que nous avons aujourd’hui, et surtout il demandera de savoir s’adapter, d’être créatif, entreprenant, curieux, autant de qualités qui se travaillent au sein de nos universités et de nos grandes écoles.

En tant que société, nous faisons face à une situation inédite. Avec internet, avec le numérique, nous nous trouvons à un moment charnière. Un moment où se pose la question de savoir si nous voulons une société de consommateurs passifs et ignorants, ou si nous voulons continuer à défendre une certaine conception de l’être humain, de la personne, de l’individu.

La question peut paraître un peu brutale, mais les faits sont là. Avec internet, une quantité faramineuse d’informations est accessible ; mais aussi une quantité délirante de désinformations, de discours complotistes et fanatiques. Le meilleur comme le pire sont à portée de clic.

**Nous sommes devant un défi colossal**. On peut l’appeler, celui de la société de la connaissance ; on peut l’appeler, celui de l’ère numérique ; mais quel que soit le nom qu’on lui donne, **il ne sera relevé que par l’enseignement supérieur et la recherche**.

**Ce que l’université, ce que nos grandes écoles, ont à apporter, à transmettre, à donner à notre pays, est trop précieux pour le réserver à quelques-uns**.

Oui, il y a un objectif de professionnalisation, bien sûr. Mais il y a aussi un enjeu plus vaste, qui concerne ce que l’on apprend à l’université, de façon plus générale. Une ouverture. Une méthodologie. On y apprend à apprendre.

On y apprend non seulement des faits, des connaissances, mais aussi comment se fabriquent les savoirs.

On y apprend que les savoirs sont vivants, qu’ils se vivent, et que l’on peut toujours travailler davantage, progresser davantage, et poser sur le monde qui nous entoure un regard qui sait unir la conscience du présent, l’attention à ce qui est, et la distance qu’offre l’esprit critique.

C’est cela que met en jeu, aussi, l’Université. C’est cela qu’elle apporte à ceux qui en franchissent le seuil.

**Sincèrement, n’enseigner qu’à celles et ceux qu’on aurait sélectionnés au préalable, ce n’est pas là un grand défi, ni une réponse adaptée aux questions auxquelles nous sommes confrontés**.

Cela ne signifie pas ignorer la continuité et de la cohérence des cursus, naturellement, et c’est bien la raison pour laquelle j’ai voulu, dans le cadre du plan jeune du printemps dernier, que les bacheliers professionnels aient accès, en priorité, aux filières adaptées à la formation qu’ils ont suivie, en créant de nouvelles place en sections de techniciens supérieurs.

Mais il serait étrange de ne pas tenir compte, au cœur de nos universités, de la diversité grandissante des publics que nous allons accueillir – et je sais que vous le faites, comme en témoigne la séance que vous avez consacrée cet après-midi aux nouveaux publics et à la transformation des activités pédagogiques.

Oui, le public que les universités et les établissements d’enseignement supérieur accueillent se caractérisera de plus en plus par sa diversité.

Pas une différence de degré dans la maîtrise d’un corpus commun de connaissances et de compétences mais la vraie diversité : celle qui se traduit par des corpus réellement différents de connaissances et de compétences. Parce que la société est diversité. Parce que l’accès aux savoirs est diversité. Parce que les parcours individuels sont sources de diversités.

Et cette diversité, c’est aussi la prise en compte des publics en reprise d’études, la VAE, la formation tout au long de la vie. Voilà pourquoi nous devons poursuivre l’expérimentation engagée sur le développement de la formation tout au long de la vie, dans la continuité du rapport que nous a remis sur ce sujet François Germinet, que je tiens à saluer.

Ce ne sont pas uniquement d’universités d’été dont nous avons besoin ! Mais d’universités, tout au long de l’année, et tout au long de la vie !

Je ne méconnais ni les difficultés concrètes, ni les problèmes. Je n’exonère aucun étudiant du travail, de l’engagement et des efforts nécessaires pour réussir au sein de l’université. Mais j’estime aussi que nous avons, nous, au sein de cette institution, des réponses à apporter, notamment dans l’évolution de nos pratiques pédagogiques.

Certains pensent qu’en refusant la sélection dès la première année, on affaiblit l’université. On peut se dire, tant d’établissements sélectionnent, pourquoi pas nous ? Mais c’est la force de l’université que de concilier une formation exigeante et l’ouverture à un public très vaste.

S’agissant de la réforme de l’organisation du master, nous avons, mesdames et messieurs, un débat à poursuivre.

Comme nous nous y étions engagés, nous avons priorisé dans ce débat la sécurisation de l’actuelle rentrée par le décret de mai 2016. Tout n’est pas parfait et je sais que certains peuvent rencontrer encore des difficultés. Les services seront à vos côtés pour vous aider à les résoudre.

Mais il nous faut construire, pour vous, pour les étudiants, pour l’avenir, un modèle stable.

Un modèle dans lequel on permette que soient recrutés les bonnes compétences et les bons profils dans ces masters ; un modèle dans lequel on tienne compte des capacités d’accueil de ces masters, et en même temps, dans lequel on offre à chaque étudiant qui le souhaite la possibilité de poursuivre ses études au-delà de la licence.

C’est un équilibre délicat, mais je crois que nous pouvons l’atteindre.

J’ai voulu que des échanges larges s’engagent avec la communauté universitaire et ses organisations représentatives sur ce sujet. Ils ont eu lieu et ils continuent. Je souhaite bien sûr que la CPU y trouve toute sa place. Nous aurons très prochainement à faire le bilan de ces échanges et des décisions à prendre sur notre capacité à inscrire pleinement le cursus de master dans les attendus de la réforme LMD de 2002.

Je le redis, je suis convaincue que les conditions sont réunies pour avancer sereinement et efficacement sur un dossier qui a toujours été présenté comme épineux. C’est ainsi que je conçois l’action politique : c’est assumer ses responsabilités, ne pas fuir les débats complexes, faire émerger des consensus et trouver la voie d’un compromis efficace.

Je n’en dis pas plus mais ce sujet du master doit être au cœur de nos préoccupations pour les semaines à venir.

**Parce que vos établissements sont à la fois des lieux de formation et de recherche, je n’ai garde d’oublier l’enjeu majeur que constitue la recherche.**

La recherche, mesdames et messieurs, est une force pour notre pays. Elle doit le rester !

Et quand je dis recherche, je pense bien à la recherche dans toute sa diversité ! Une recherche qui n’oppose pas recherche appliquée et fondamentale ! Une recherche qui ne voit pas l’innovation d’usage comme le seul horizon des chercheurs, mais qui sait que l’innovation de rupture qui est au cœur de vos travaux finit toujours par trouver une voie, une application, une perspective.

Michael Faraday, un des pionniers des recherches sur l’électricité, s’était vu critiqué pour ses recherches « inutiles ». Des critiques qui résonnent bien étrangement aujourd’hui, dans cette salle, sous ces ampoules et ces éclairages, devant ce micro, qui tous exigent pour fonctionner ce qui paraissait si inutile.

**La recherche est un avenir, oui, mais qui ne se résume pas aux orientations du marché, aux demande de l’industrie**. Elle doit naturellement, savoir en tenir compte, mais ne pas s’y soumettre. C’est une relation équilibrée que nous voulons, dans laquelle l’indépendance de la recherche, la recherche fondamentale, la recherche en sciences humaines, auront toute leur place !

Les efforts budgétaires devront permettre à plus d’équipes de bénéficier du soutien de l’État par le canal de l’ANR. Car l’excellence n’est pas uniforme, elle n’est pas réductrice et, elle n’est pas obligatoirement limitative.

Et nous devons aussi poursuivre sans relâche nos efforts pour une meilleure reconnaissance et valorisation des compétences de nos diplômés du doctorat, qui, vous le savez mieux que quiconque, sont les acteurs de l’innovation de demain.

Cette rentrée sera aussi, pour la recherche, une étape supplémentaire dans une démarche d’ensemble, qui s’inscrit dans le temps long.

Le fil conducteur de cette démarche, est la réflexion menée et à poursuivre sur la stratégie nationale de recherche et la stratégie nationale de l’enseignement supérieur. Ces deux aspects seront réunis dans un livre blanc en cours d’écriture.

Je veux, à cette occasion, remercier Bertrand Monthubert pour son travail sur ce livre blanc.

**La rentrée 2016 devra aussi se faire dans des conditions de sécurité renforcées.**

J’ai eu l’occasion d’évoquer les mesures que nous avons prises avec le ministère de l’intérieur s’agissant des écoles. Il va de soi que nous prêtons une même attention aux établissements universitaires, avec une action qui se déploie selon trois axes : anticiper, sécuriser, savoir réagir. Une circulaire avait été publiée dans ce sens dès décembre 2015.

Un guide des chefs d’établissement du supérieur est en cours d’élaboration, et nous tenons évidemment à encourager aussi les partenariats pour la formation aux premiers secours.

Ce guide viendra utilement compléter les documents élaborés par le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) pour les établissements universitaires Mais, sans revenir en détail sur l’ensemble des points, je veux insister sur une spécificité des campus universitaires.

Souvent vastes, ouvertes, composées de plusieurs bâtiments, les universités posent des problèmes particuliers. Depuis les attentats de 2015, vous avez dû mettre en œuvre des dépenses importantes pour sécuriser vos établissements, et notamment pour embaucher des vigiles.

Pour vous accompagner et apporter des conditions de sécurité renforcées à la rentrée 2016, j’ai demandé et obtenu la prolongation en 2016 d’une mesure technique, celle du taux dérogatoire pratiqué en 2015 pour le FIPHFP. **Ce sont ainsi 30 millions d’euros qui seront dégagés et qui pourront être consacrés à la sécurisation** technique ou humaine de nos établissements universitaires.

C’était là, je le sais, une demande forte et légitime de votre part, et je suis heureuse de pouvoir vous donner satisfaction sur ce point. Les modalités de son application vous seront communiquées par les services.

**Nous sommes, mesdames et messieurs, dans une époque complexe.**

De cette complexité, nous devons toujours tenir compte, à l’école, comme dans l’enseignement supérieur et la recherche.

Plus la situation est grave, plus la réalité est complexe, et plus notre rôle est important : permettre au plus grand nombre d’acquérir les compétences et les connaissances nécessaires à l’appréhension de cette complexité.

C’est une lourde responsabilité, oui. C’est une tâche qui n’a rien de simple, et qui demande des efforts, de l’engagement, de l’audace et de la détermination, oui. Mais c’est une tâche absolument essentielle.

N’oublions jamais qu’au fil de l’histoire de l’humanité, nous avons surmonté bien des crises, et relevé bien des défis, en nous appuyant toujours ce désir de comprendre, ce plaisir d’apprendre, et cette soif de savoirs qui font notre force, aujourd’hui comme hier, et été comme hiver.

Je vous remercie.

**Najat Vallaud-Belkacem**,  
Ministre de l’Éducation nationale,  
de l’Enseignement supérieur et de la Recherche